

**LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
&
LE CENTRE INTERNATIONAL DES HAUTES ETUDES AGRONOMIQUES
MEDITERRANEENNES**

**10^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des Etats membres
du CIHEAM**

**« La sécurité alimentaire durable en méditerranée : quelle situation et
quelles perspectives ? »**

Alger, 06 février 2014

Dossier de presse

Cellule de communication-MADR

10^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des Etats membres du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) sur la sécurité alimentaire durable en Méditerranée

Alger, le 06 février 2014

Communiqué de presse

L'Algérie abrite, le jeudi 06 février 2014, à l'hôtel El Aurassi, la **10^{ème} réunion des ministres de l'agriculture des Etats membres du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) sur la sécurité alimentaire durable en Méditerranée.**

Cette réunion, à laquelle prendront part les ministres de l'agriculture des Etats membres du CIHEAM, se déroulera en présence de nombreux représentants d'organismes onusiens, d'institutions internationales, régionales et sous-régionales.

Placée sous le **thème « la sécurité alimentaire en Méditerranée : quelle situation et quelles perspectives ? »**, cette 10^{ème} sera consacrée notamment à l'établissement d'un diagnostic de la situation actuelle de la sécurité alimentaire en Méditerranée et sur les perspectives de son amélioration et renforcement. Cette rencontre constitue également une opportunité pour aborder les axes de coopérations à mettre en œuvre dans le cadre régionale en matière de développement agricole, agroalimentaire, et de développement rural en Méditerranée.

Cette rencontre sera consacrée, aussi, à la lecture et l'adoption des recommandations du séminaire sur le développement rural en Méditerranée – dont les travaux se sont déroulés les 04 et 05 février 2014, à Alger– et de la Déclaration d'Alger.

Il convient de noter que la première réunion des ministres de l'Agriculture des Etats membres du CIHEAM fut organisée en 1999 à Rome (Italie). Par la suite, elles se sont tenues successivement à Rabat (Maroc) en 2000, Athènes (Grèce) en 2001, Beyrouth (Liban) en 2002, Paris (France) en 2004, le Caire (Egypte) en 2006, Saragosse (Espagne) en 2008, Istanbul (Turquie) en 2010 et la Valette (Malte) en 2012.

Créée en 1962, le CIHEAM est une organisation intergouvernementale composée de 13 Etats membres : Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie.

Le CIHEAM travaille au service des Etats membres pour promouvoir la coopération multilatérale en méditerranée dans les domaines de la formation et de la recherche portant sur l'agriculture, l'alimentation, le développement rural.

La sécurité alimentaire en Méditerranée

Le concept de sécurité alimentaire trouve ses racines dans le droit à l'alimentation qui figure dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. En 1996, à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation, ce concept a été défini de la façon suivante : « *La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive satisfaisant leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine* ».

Cette définition met en évidence l'aspect multidimensionnel de la sécurité alimentaire, qui se décline aussi bien quantitativement que qualitativement selon quatre aspects : disponibilité alimentaire, accès à la nourriture, la stabilité de ces derniers, et la salubrité des aliments.

Sur ce point, les Pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée (PSEM) présentent un bilan inquiétant. Il y a d'abord la question des importations alimentaires massives. Si dans le passé, la rive sud de la Méditerranée constituait le grenier à blé de Rome, aujourd'hui elle importe, selon les pays, de 40 à 80 % de ses besoins alimentaires. Tous les PSEM, à l'exception de la Turquie, sont déficitaires en produits alimentaires de base. Leur dépendance est même relativement forte vis-à-vis des marchés internationaux vu l'importance des volumes des biens alimentaires qu'ils sont contraints d'importer pour faire face aux besoins de leurs population. C'est notamment le cas des céréales. Il en résulte donc une dépendance structurelle à l'égard des marchés mondiaux, que ce soit des protéines animales ou végétales.

Par-delà la dépendance alimentaire, la pauvreté économique constitue aussi une grande cause de l'insécurité alimentaire. Or, en l'absence d'un réel dynamisme économique et d'une politique de redistribution efficace, bien des populations des PSEM pourraient rester en retrait des critères de la sécurité alimentaire.

Deux questions se posent donc aux responsables politiques de la plupart des pays de la Méditerranée:

Comment assurer à toutes les personnes une alimentation suffisante, sûre et équilibrée, surtout dans les pays dont la croissance démographique se poursuit, et comment garantir des productions durables, au sens quantitatif et qualitatif, dans un contexte de changements climatiques accélérés et de raréfaction des ressources naturelles ?

Quelles sont les causes d'une telle dégradation qui aggrave les risques de fracture alimentaire entre les deux rives ?

A. Dynamiques démographiques

La population en Méditerranée ne cesse d'augmenter. En 1975 les 22 pays riverains totalisaient 275 millions d'habitants. Ils sont près de 500 millions d'habitants actuellement. La croissance démographique des pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée restera

relativement forte, en tout cas plus forte que celle des pays du Nord, et cela entraînera une augmentation de la demande alimentaire.

La poussée urbaine représente un des phénomènes les plus marquants de la période contemporaine. Urbanisation et littoralisation sont généralement deux aspects d'un mouvement commun.

La croissance des villes a des incidences sur les comportements alimentaires puisqu'elle transforme les régimes et les habitudes alimentaires des populations qui abandonnent peu à peu leurs traditions culinaires. Qui plus est, l'urbanisation entraîne parallèlement une consommation accrue en produits carnés et transformés, tirant vers la hausse la demande des céréales pour pouvoir faire face aux besoins des élevages. Par conséquent, les principes de la diète méditerranéenne sont de moins en moins observés et laissent la place à une consommation basée sur des produits gras, salés et sucrés. Les conséquences d'une telle dérive alimentaire sont l'augmentation des maladies de surcharge (hausse sensible de surpoids, diabète, pathologies cardio-vasculaires) qui ont aussi un impact sur les coûts de santé publique. Evidemment, ce changement accroît aussi la facture alimentaire des pays dépendants.

Cette expansion des centres urbains et des activités économiques ont d'autres incidences sur la sécurité alimentaire, notamment parce qu'elle rogne les terres arables et donc réduit le potentiel productif.

Toutefois, en dépit de cette urbanisation, la population rurale demeure encore significative en valeur absolue. Un tiers de la population des pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée est rurale. Or la grande majorité des pauvres dans le monde, et aussi en Méditerranée, vivent dans des zones rurales et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leurs moyens d'existence.

B. Pénurie d'eau

L'intensification agricole se fait beaucoup par un accès de plus en plus massif à l'irrigation. Or l'ONU alerte régulièrement sur l'avancée des déserts et le recul des ressources en eau douce, et plus encore en eau potable facilement accessible. En Méditerranée, les pompages excessifs dans les zones côtières ont entraîné la pénétration d'eaux salées dans les nappes phréatiques. Ainsi de vastes zones littorales méditerranéennes sont déjà affectées par l'intrusion d'eaux salées suite aux pompages qui ont fait baisser le niveau des nappes d'eau douce.

Un rapport de mars 2009 sur les risques de pénuries d'eau et les risques de sécheresse en Europe, estime que cette menace grandit pour une partie importante de l'Union européenne, sachant qu'en moyenne 44 % de l'eau utilisée dans l'UE sert à la production d'énergie (à des fins de refroidissement essentiellement), 24 % à l'agriculture, 21 % à la fourniture d'eau potable, et 11 % à l'industrie. L'UE promeut ainsi une utilisation plus efficiente de l'eau, des politiques de tarification de l'eau, de sensibilisation et des plans de gestion des sécheresses et un meilleur contrôle des usages illégaux de l'eau.

Dans les Pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée (PSEM) où la situation de stress hydrique est beaucoup plus marquée, ces politiques sont moins actives alors même qu'ils

ont été le lieu de grandes civilisations hydrauliques. Pour l'heure, l'eau y manque de plus en plus et l'irrigation fait l'objet d'une concurrence accrue des villes et des industries.

C. Dégradation des sols

Comme dit plus haut, l'urbanisation se fait au détriment des terres arables. De son côté, l'agriculture mécanisée n'est pas sans incidences non plus. La monoculture et l'agriculture intensive dégradent et appauvrissent la diversité et la fertilité des sols.

Ce type d'agriculture dépend d'un fort apport extérieur (intrants) qui n'est pas extensible. Dans certains pays, le recul de la pratique de la jachère est aussi facteur de dégradation des sols car la terre n'est pas laissée au repos pendant plusieurs années et sans apport d'éléments fertilisants. Ainsi, le problème de la dégradation des sols par ce genre de pratique pose la question du mode de production à favoriser pour garantir une alimentation durable. Cette tendance à la dégradation pèse encore plus sur les Pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée (PSEM) que sur les pays du Nord étant donné leur faible réserve foncière.

L'érosion est une autre cause de dégradation du sol. Celle-ci est en partie naturelle et en partie causée par des pratiques agricoles inappropriées.

D. Fluctuations spectaculaires des prix et des produits alimentaires de base

Au cours des dernières années, on a assisté à des flambées importantes et imprévues des prix des produits alimentaires de base (comme le maïs et le blé) et ce, sur une période relativement brève. Cette augmentation a un impact plus fort sur les pays importateurs nets de produits alimentaires. Il va sans dire que cette hausse des prix a eu aussi une répercussion sur les prix des aliments pour les animaux, et donc sur les coûts de production de la viande, dont la consommation augmente, notamment dans les économies émergentes. Dans le même temps, on observe que les prix plus élevés des denrées alimentaires ne se répercutent pas automatiquement par une hausse du revenu des agriculteurs, en raison essentiellement du rythme auquel les prix des intrants agricoles progressent, mais aussi de l'écart de plus en plus élevé que l'on observe entre les coûts de production et les prix à la consommation.

A cette augmentation tendancielle des prix agricoles s'ajoutent des fluctuations spectaculaires des prix des produits de base qui risquent d'être une caractéristique plus prononcée et régulière du marché mondial dans les années à venir et représentent une menace pour la sécurité alimentaire. A ce sujet, les ministres de l'Agriculture des 13 pays membres du CIHEAM, dans les déclarations finales de la 9ème réunion qui s'est tenue à Malte en 2012, se sont dit « ...*Conscients que la tendance pour le prix des denrées de base est à la hausse et que la dépendance de la majorité des pays méditerranéens envers les marchés internationaux pourrait s'amplifier à l'avenir, et que le commerce et des échanges en partenariat contribueront à garantir des approvisionnements réguliers* ».

Ces fluctuations affectent plus lourdement les ménages à faibles revenus, en particulier dans les PSEM, pour lesquels les dépenses pour l'alimentation représentent la plus grande part de leur revenu.

E. Changement climatique Depuis très longtemps, les contraintes géographiques et climatiques sont une réalité de la Méditerranée. Le changement climatique s'accroît au cours des dernières années. Leurs effets s'annoncent d'autant plus lourds pour les pays moins bien dotés en ressources hydriques et foncières. Autrement dit, les Pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée (PSEM) devraient subir ces changements avec d'autant plus d'acuité. La variation des régimes climatiques rendra plus fréquentes les sécheresses et les inondations, phénomènes qui auront une incidence négative sur les récoltes et la prévisibilité de la production agricole dans les PSEM.

La 8ème réunion des ministres de l'Agriculture des pays membres du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) a été dédiée au sujet de « *L'impact du changement climatique sur la sécurité et la sûreté alimentaire dans la région méditerranéenne* ». Dans leurs déclarations finales les ministres ont considéré que « *les mesures prises pour s'adapter au changement climatique sont indissociables de celles relatives à la sécurité alimentaire et à la sûreté des aliments et que toute politique agricole se doit d'intégrer ces deux éléments* ».

Ils étaient aussi « *...conscients que les perturbations causées par le changement climatique tendent d'ores et déjà à accroître les tensions autour des ressources hydriques et foncières, à favoriser la propagation de certaines maladies et à stimuler les migrations humaines si des mesures d'adaptations adéquates ne sont pas adoptées et intégrées maintenant dans une politique de développement agricole et rurale capable de penser le long terme* ».

F. Crise économique mondiale et financement du développement agricole

La crise financière mondiale actuelle pourrait aboutir à une réduction des financements disponibles pour l'aide au développement et pour l'agriculture, ce qui pourrait affecter les Pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée.

Il faut souligner que la crise financière actuelle réduit aussi le stock de crédits disponibles pour les agriculteurs. L'accès limité des petits agriculteurs aux prêts et au microcrédit, afin de pouvoir investir dans des dispositifs d'irrigation, des engrais et des semences améliorées est, lui aussi, un des obstacles majeurs à l'accroissement de la production agricole dans les pays en développement.

La sécurité alimentaire en Algérie

L'Algérie déploie ces dernières années des efforts soutenus pour l'amélioration de sa sécurité alimentaire, qui constitue un élément essentiel de sécurité et de souveraineté nationales. L'enjeu est devenu d'autant plus préoccupant avec la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, provoqué par la forte hausse du prix des denrées alimentaires de base. Suite à cela, le gouvernement algérien a mis en œuvre un ambitieux programme de Renouveau agricole et rural, inspiré des orientations du Président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, données lors de la rencontre nationale consacrée au secteur de l'agriculture, qui s'est déroulée le 28 février 2009, à Biskra.

Dès lors, une enveloppe budgétaire de 200 milliards de dinars par an, durant cinq ans, a été allouée au secteur de l'agriculture et du développement rural, l'ambition étant de faire de sorte à ce que ce dernier soit mis en position de contribuer de manière significative à la croissance économique et au relèvement du niveau de la sécurité alimentaire du pays.

Le programme de développement agricole et rural mis en œuvre par le gouvernement algérien pour l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays se décline en trois volets, le Renouveau agricole, le Renouveau Rural et le Renforcement des capacités humaines et d'assistance technique.

1. Le Renouveau agricole :

A la lumière des orientations de son Excellence le Président de la République, l'accent a été mis sur le nécessaire accroissement de la production et de l'offre des produits agricoles de large consommation.

Pour ce faire, il fallu tout d'abord procéder au règlement des questions qui constituent, depuis plusieurs années, une contrainte majeure aux professionnels (agriculteurs, éleveurs, agro-industriels, etc.). Il s'agit notamment de la question foncière qui a été résolue par l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de la Loi n°10-03, du 15 août 2010, fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat.

Ce dispositif législatif a en effet mis un terme à un manque de visibilité et des incertitudes préjudiciables en stabilisant l'exploitation du foncier agricole, relevant du domaine privé de l'Etat, et en sécurisant l'exploitant agricole dans le cadre d'une concession claire.

Une fois cette contrainte réglée, il fallait procéder à l'organisation et au développement soutenu des filières agricoles considérées comme stratégiques : céréales, lait, pomme de terre, oléiculture, tomate industrielle, viandes rouges et blanches, dattes, etc.

La modernisation des exploitations agricoles et la diffusion du progrès dans le monde agricole représentent également un choix stratégique et constituent la condition première d'un développement durable de notre agriculture, à même de lui permettre de relever le défi de la sécurité alimentaire du pays et de contribuer effectivement à la croissance nationale.

Une dynamique d'ensemble est dès lors enclenchée et qui est accompagnée par la mise en place de dispositifs d'accompagnement —techniques, réglementaires, économiques et

financiers— nécessaires à même de faire de l'agriculture un véritable moteur de croissance, du bien être de la population mais aussi de la sécurité alimentaire du pays.

Cette démarche participative —menée avec la participation et l'implication active et effective de la profession et de l'interprofession agricoles— adoptée par le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural est accompagnée par la mise en place de certains mécanismes notamment ceux liés à la régulation des produits agricoles de large consommation. C'est dans ce contexte qu'a été créée le Système de Régulation des Produits Agricoles de Large Consommation (SYRPALAC), qui a pour objet de protéger les revenus des producteurs et le pouvoir d'achat des consommateurs.

Ce mécanisme, indispensable à l'économie nationale, est actuellement en phase de consolidation, de renforcement et d'amélioration notamment avec les performances notables enregistrées dans certaines filières (le cas de la pomme de terre, où la production a dépassé les estimations, est édifiant). Ce fait encourage professionnels et pouvoirs publics à rechercher les voies et moyens pour se placer sur le marché international, d'où la nécessité de mettre en place les mécanismes idoines, notamment en ce qui concerne les équipements et les techniques modernes (calibrage, conditionnement, etc.), pour mener à bien les opérations d'exportation. Ces dernières sont en effet d'un apport considérable à la régulation du marché, mais aussi aux producteurs en ce sens qu'elles les encouragent à produire davantage et mieux tout en leur assurant la possibilité d'écouler leurs productions.

Aussi, la modernisation de l'Administration agricole fait partie des priorités établies aujourd'hui par le gouvernement pour consacrer durablement son ouverture aux agriculteurs et aux opérateurs économiques. Cette modernisation va permettre de donner une meilleure visibilité à l'action de l'Administration agricole et de fournir à ses responsables et aux acteurs du développement agricole des outils d'aide à la décision mieux adaptés et plus efficaces. Elle contribuera, de même, à améliorer les conditions qui permettront de renforcer l'investissement public et privé et de relancer le processus d'intégration et, par conséquent, la valorisation de la production nationale.

Cette dernière passera nécessairement par le développement de l'industrie de transformation, le développement de l'agroalimentaire pour assurer une valeur ajoutée à la production locale. Dans cette perspective, le développement des infrastructures de stockage (hangar, froid positif et négatif, silos, unités de transformation) représente une priorité et ce, pour rendre durablement disponibles les produits alimentaires, contenir les fluctuations chroniques de leurs prix et se préparer plus assidument à la conquête du marché extérieur.

Il faut également insister sur la nécessité de poursuivre la construction des espaces de concertation interprofessionnels pour l'ensemble des filières agricoles, notamment en poursuivant l'organisation des élections de Conseils interprofessionnels des filières au niveau régional et national. Notons, dans ce sens, que les filières céréales, lait, pomme de terre ont déjà leurs conseil, néanmoins le processus d'organisation à ce niveau est chaque fois que des lacunes sont décelées.

2. Le Renouveau Rural

Il est construit sur la base d'une approche novatrice du développement rural (les Projets de Proximité du Développement Rural Intégré, PPDRI) et cible prioritairement les zones où les conditions de production sont les plus difficiles pour les agriculteurs (montagnes, hauts plateaux, Sahara). Il vise à réinsérer, dans l'économie nationale, les zones marginalisées en mettant en valeur les ressources locales et les produits de terroir. Ces zones sont ainsi appelées à devenir une source potentielle d'exportations agricoles algériennes.

Pour concrétiser ces objectifs, le Renouveau Rural fera appel à deux outils : le Système d'Information du Programme de Soutien au Renouveau Rural (SI-PSRR) et le Système d'Aide à la Décision pour le Développement Durable (SNADDR). Pour l'utilisation de ces deux outils, il applique, selon le cas, l'une ou l'autre des deux approches suivantes : le Projet de Proximité de Développement Rural Intégré (PPDRI) ou le Projet de Proximité de Lutte Contre la Désertification (PPLCD), impliquant la prise en charge du développement local par les communautés rurales ciblées.

Le Renouveau rural s'appuie sur cinq programmes :

- la préservation, l'extension et la valorisation du patrimoine forestier national ;
- la protection des bassins versants;
- la lutte contre la désertification ;
- la conservation des écosystèmes naturels ;
- la mise en valeur des terres agricoles et forestières.

Aussi, le recentrage opéré pour la réussite du Renouveau rural repose sur quatre (04) thèmes fédérateurs :

- La modernisation des villages et K'sour pour l'amélioration de la qualité et des conditions de vie en milieu rural ;
- La diversification des activités économiques qui vise le développement de l'économie locale ;
- La protection et la valorisation des ressources naturelles;
- La protection et la valorisation du patrimoine matériel et immatériel par le développement des produits du terroir et la préservation des sites et Produits historiques et culturels.

L'intervention et l'implication de tous les acteurs concernés sur la base des préalables d'aménagement de l'espace et d'un diagnostic de territoire, indispensables pour une meilleure prise en charge des préoccupations des populations rurales, ont été parmi les priorités affichées par le secteur de l'agriculture et du développement rural.

Comme il a été également exigé au niveau local, la participation effective des ménages ruraux, des communautés rurales et des collectivités locales concernées à tous les stades de l'élaboration et de la mise en œuvre des actions et des projets de développement rural.

La mise en œuvre des différents programmes doit, tout en assurant la complémentarité, mettre en cohérence les différentes interventions des acteurs, matérialiser les actions et les opérations de développement dans un cadre concerté et fédérateur grâce notamment à l'implication des autres secteurs (Habitat, l'Energie, l'Education Nationale...) dont les missions et les programmes ont une incidence directe sur l'aménagement des territoires ruraux.

A cet effet, il est important de souligner le rôle des structures territoriales qui doit s'appuyer sur les compétences des espaces intermédiaires et fédérer l'ensemble des acteurs locaux pour une meilleure intégration des projets.

Par ailleurs, la démarche retenue pour les programmes de Renouveau rural reposant sur l'approche PPDR (Projets de Proximité de Développement Rural Intégré) et les PPLCD (Projets de Proximité de Lutte Contre la Désertification) ont fait l'objet de contrats de performance signés en janvier 2009 avec les wilayas pour la période 2009-2014.

3. Le renforcement des capacités humaines et d'assistance technique

Parallèlement à ces mesures, un intérêt particulier est accordé à la ressource humaine activant dans le secteur de l'agriculture et du développement rural.

C'est ainsi qu'un programme de Renforcement des Capacités Humaines et d'Assistance Technique (PRCHAT) a été mis en place afin d'améliorer les savoirs et les savoir-faire des professionnels de l'agriculture et du développement rural. Ce programme vise à sensibiliser, accompagner et former les professionnels du secteur en les initiant aux techniques culturales modernes liées à la mécanisation, les semences, la fertilisation, les traitements phytosanitaires, etc.

Dans ce programme, le volet lié à la recherche, la formation, la sensibilisation et l'amélioration des savoirs et des savoir-faire des professionnels du secteur revêt une importance d'autant plus capitale qu'il contribue à l'amélioration de la production et de la productivité.

En effet, les diverses formations destinées aux producteurs sur les techniques de production modernes et efficaces sont d'un apport considérable. Il s'agit de la formation sur l'utilisation des semences certifiées et traitées, l'utilisation rationnelle et étudiée des engrais, l'installation des équipements d'irrigation, la maîtrise de la ration alimentaire journalière du bétail, les traitements phytosanitaires (pour les plantes) et sanitaires (pour les animaux), la maîtrise des techniques de stockage et de conditionnement, etc.

Par ailleurs, les premiers résultats de la mise en œuvre de ce programme sont encourageants et ont valu à l'Algérie d'être distinguée, en juin 2013, par la FAO, pour avoir atteint, avant terme, le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement relatif à l'élimination de l'extrême pauvreté à l'horizon 2015.

Aujourd'hui, l'agriculture, secteur économique et social par excellence, participe à hauteur de 8.9% au PIB national et occupe 2,5 millions de personnes dans 1.2 millions d'exploitations agricoles et d'élevage.

La valeur de la production agricole, estimée en 2013 à 2 521,5 milliards de DA, représente 72% des disponibilités alimentaire.

Cette valeur de production est répartie comme suit :

- o Plaine et littoral : 1 067,7 milliards DA (43,3%);
- o Montagne : : 430,8 milliards DA (17,1%);
- o Hauts Plateaux : 583,3 milliards DA (23,1%);
- o Sud : 439,7 milliards DA (17,5%)

Il convient de noter que 730 communes assurent 80% de la production nationale.

De même que les disponibilités alimentaires, par habitant et par jour, ont été multipliées par huit en cinquante années, âge de l'Algérie indépendante, pour atteindre 3 500 kilos calories par habitant et par jour, sachant que la population a été multipliée par quatre.